

SÉCURITÉ

Le préfet prône la vidéo-surveillance

Globalement, « la délinquance a été contenue en 2010 », estime le préfet de région, Hugues Parant. Les cambriolages ou les vols à main armée ont baissé dans le département l'an dernier, mais un point noir subsiste : les vols avec violence qui ont augmenté de près de 15 %. Particulièrement les vols de bijoux et de téléphones portables. « La plus grande partie a lieu à Marseille », estime le préfet, un phénomène expliqué notamment par la hausse du cours de l'or. « Marseille a impérativement besoin de vidéo-surveillance », conclut le préfet, rappelant que « la ville est très en dessous des autres villes en terme de couverture ». Le maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, avait annoncé mi-décembre l'installation de 200 caméras supplémentaires d'ici 2012. Une décision saluée par le préfet, qui pose également la question d'un renfort de policiers municipaux, dont l'effectif reste faible. « Il faut se poser la question du nombre et de l'efficacité des pouvoirs » des policiers municipaux, note Hugues Parant. ■ L.B.

20 SECONDES

FAITS DIVERS

Sa voiture fait une chute de cinq mètres

Une femme d'une soixantaine d'années a été grièvement blessée hier matin dans un accident sur la route des Goudes (8^e). Sa voiture a fait une chute de cinq mètres à la hauteur de la Calanque de l'Escalette. Elle a été évacuée vers l'hôpital Nord. Dans son véhicule, les pompiers ont trouvé ses animaux de compagnie : trois chiens, des chats, deux tortues, et un perroquet.

JUSTICE

Délibéré pour le présumé complot visant Orsoni

Le tribunal correctionnel de Marseille devrait rendre aujourd'hui son délibéré dans le procès du présumé complot avorté visant Alain Orsoni, l'ex leader nationaliste corse. Entre quatre et neuf ans de prison avaient été requis à l'encontre de ces six hommes.

ÉCONOMIE La chambre de commerce a réalisé une enquête

LES SOLDES D'HIVER SONT EN DEMI-TEINTE

AMANDINE RANCOULE

Une petite hausse, fragile. Cette année, les soldes sont meilleurs par rapport aux années précédentes, marquées par le ralentissement économique. Si, la hausse des stocks et la stabilisation du chiffre d'affaires des commerçants y contribuent, la hausse est toutefois à nuancer, notamment dans le centre-ville de Marseille.

Chiffre d'affaires stable

D'après une enquête réalisée par la chambre de commerce et d'industrie auprès de 335 commerçants, cette année, 37 % des commerçants disent avoir davantage de stocks que l'année dernière. « On peut l'interpréter de deux manières, analyse Patrick Chavane, membre du bureau de la CCI. Pendant

« On rogne sur les achats de Noël pour réinjecter la somme économisée pendant les soldes »

l'année, les ventes ont été mauvaises créant ainsi du stock, ou se dire que plus il y a de soldes, plus il y a de soldes ». En effet, pendant les fêtes, le volume d'achat a baissé. En un an, le panier moyen a perdu 40 %, il est passé de 300 € à 211 €. Le panier moyen vestimentaire a, lui, baissé de 22 %. « On rogne sur les achats de Noël pour réinjecter la somme économisée pendant les soldes », estime Patrick Chavane. Ainsi, le chiffre d'affaires lié aux soldes est stable ou en hausse pour 60 % des commerçants interrogés. Un sondage effectué avant les soldes montre que les commerçants sont optimistes à ce sujet. Ils sont 59 % à penser que leur chiffre d'affaires sera stable ou en hausse cette année contre



Pour 90% des commerçants, la démarque est égale ou supérieure à 2010.

53 % en 2009 et 57 % l'année dernière. Pourtant, dans le centre-ville, la tendance est plutôt morose. « Ce n'est pas simplement dû à la crise, pense Max Melka, président de l'association des commerçants du nouveau centre. Cer-

tains centres commerciaux comme La Valentine nous font du mal. Le changement d'habitude de shopping, comme le net, aussi ». La montée en puissance de grandes chaînes d'habillement prend aussi une part de marchés. ■

JUSTICE

Visé, l'Etat-Major des pompiers contre-attaque

Le colonel Gérard Patimo, chef adjoint du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 13), a vivement réagi hier à l'ouverture par le parquet d'une enquête préliminaire. Elle a été ouverte il y a deux mois, suite à un dossier adressé par des fonctionnaires à la justice, portant notamment sur des mar-

chés passés entre le SDIS et des sociétés d'Alexandre Guérini. C'est « une volonté de déstabiliser, pas une démarche républicaine », estime le colonel Patimo, visant les auteurs du dossier. Pour le marché de gros œuvre de la caserne de la Ciotat, remporté en 2006 par un groupement entre Colas et ABT, société dont

le dirigeant, un associé d'Alexandre Guérini, est actuellement écroué, « la procédure a eu lieu dans les règles », indique le colonel. « À cette époque, personne ne le soupçonnait. Si quelqu'un de l'entourage du président est dans une société, a-t-on le droit de rejeter son offre ? Non », estime-t-il. ■ L.B.